


# Le contentieux des contrats administratifs



## LE CONTENTIEUX DE LA FORMATION DES CONTRATS

Le juge doit être saisi avant la signature du contrat par les candidats évincés. Le juge a ensuite 20 jours pour statuer. Le contrat ne peut être signé à compter de la saisine du tribunal administratif et jusqu'à la notification au pouvoir adjudicateur de la décision juridictionnelle.

Possible en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation des contrats administratifs.




## Le référé contractuel ouvert aux candidats évincés

Permet au juge d'intervenir en urgence après la signature du contrat : mêmes conditions de recevabilité que le référé précontractuel. Le référé doit être introduit dans les 30 jours suivant la publication de l'avis d'attribution du contrat ou la notification de la conclusion du contrat. Le juge statue dans un délai d'un mois. Il peut soit prononcer la nullité du contrat, sa résiliation, la diminution de sa durée et peut même imposer une pénalité financière (TA de Lyon, 2010, Sté Chenil Service).

## Le recours en contestation de la validité du contrat ouvert aux parties

La validité d'un contrat peut être contestée devant le juge du plein contentieux contractuel. Lorsque le contrat est directement attaqué, on parle d'une action en déclaration de nullité du contrat. Le juge doit alors constater les irrégularités affectant le contrat. Selon le cas, il peut soit décider de la poursuite du contrat (avec mesures de régularisation) ou l'annulation totale ou partielle du contrat si cela ne porte pas une atteinte excessive à l'intérêt général.



Article L.551-1 et suivants du CJA

Permet au juge d'intervenir en urgence avant la signature du contrat.





## Le recours en excès de pouvoir ouvert aux tiers aux contrats

Possible si :

- Le **REP** contre les cahiers des charges dans le cadre des **marchés publics** (CE, 1998, **Sté d'assurance la nantaise et l'angévine**)
- Le **REP** contre les clauses réglementaires dans les conventions de **délégation de service public** (CE, 1996, **Cayzele**)
- Le **REP** contre les contrats de recrutement des agents publics : CE, 1998, **Ville de Lisieux**
- Le **déféré préfectoral** : les administrés qui ont un intérêt à demander l'annulation peuvent demander au préfet d'engager une procédure

## Le recours de plein contentieux ouvert aux tiers aux contrats



Possible, depuis le **CE du 4 avril 2014**, **Département Tarn-et-Garonne** "tout tiers à un contrat susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses [...] le recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de **l'accomplissement des mesures de publicité**."



## LE CONTENTIEUX DE L'EXÉCUTION DES CONTRAT ADMINISTRATIFS

### Le recours de plein contentieux ouvert aux parties

Principe posé par **CE, Commune de Bézier I de 2009** est que, si **l'invalidité est constatée**, le juge doit d'abord essayer de trouver un moyen de poursuivre le contrat (en prononçant des mesures de régularisation). Si cela n'est pas possible en raison du **caractère illicite du contenu du contrat** ou d'un vice d'une **particulière gravité**, le contrat sera nul.

### Le recours en excès de pouvoir contre les actes détachables ouvert aux tiers

Possible depuis **CE, 1964, Salique**. Les actes détachables sont constitués pour l'essentiel par les **clauses relatives à la résiliation ou à la modification du contrat**.

